

	NATO	NORTH ATLANTIC COUNCIL
	OTAN	CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

NATO SANS CLASSIFICATION

24 novembre 2015

DOCUMENT
C-M(2015)0076-AS1

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR L'EXERCICE 2013

SUITE DONNÉE

Le 23 novembre 2015, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN diffusé sous la cote IBA-AR(2014)28, et il a approuvé les recommandations contenues dans le rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources, y compris celle visant la communication au public.

(signé) Alexander Vershbow
Secrétaire général délégué

NOTE : La présente note fait partie du C-M(2015)0076 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION



NATO SANS CLASSIFICATION

18 novembre 2015

DOCUMENT
C-M(2015)0076
Procédure d'accord tacite :
23 nov 2015 18:00

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE
L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE
ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR L'EXERCICE 2013**

Note du secrétaire général délégué

1. On trouvera en annexe le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.
2. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 de la NAPMA et une opinion sans réserve sur la conformité. Le rapport de l'IBAN et la réserve émise mettent une fois encore en évidence les difficultés associées au rapprochement des dépenses effectuées par l'intermédiaire du *System Program Office* (SPO) (contrats FMS), question qui donne lieu à la formulation d'une réserve au sujet des états financiers de la NAPMA depuis 2010. D'après le Comité de direction de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), l'incapacité de la NAPMA à présenter des informations satisfaisantes malgré les efforts importants qu'elle accomplit aux côtés des autorités des États-Unis pourrait conduire l'IBAN à formuler cette réserve de manière systématique à l'avenir. Cette question sera examinée par le responsable de la politique en matière d'information financière, qui devrait recommander une solution pour l'ensemble de l'OTAN au regard du cadre comptable OTAN et du Règlement financier de l'OTAN.
3. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB), qui a formulé des observations et recommandations à ce sujet (voir annexe 1).
4. Conformément au PO(2015)0052, le RPPB recommande au Conseil de communiquer au public le rapport de l'IBAN ainsi que les états financiers correspondants.

5. J'estime que ce rapport ne nécessite pas d'examen plus approfondi. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au lundi 23 novembre 2015 à 18 heures**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport de l'IBAN diffusé sous la cote IBA-AR(2014)28 et qu'il aura approuvé les recommandations contenues dans le rapport du RPPB figurant en annexe 1, y compris celle visant la communication au public des documents précités.

(signé) Alexander Vershbow

4 annexes
1 pièce jointe

Original : anglais

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE
L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE
ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR L'EXERCICE 2013**

**Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources**

Références :

- (a) IBA-A(2014)256 // IBA-AR(2014)28
- (b) BC-D(2015)0035-FINAL

Contexte

1. Dans le présent rapport, le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) formule des observations et des recommandations concernant le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) cité en référence (a). Le rapport du RPPB tient pleinement compte de l'analyse du rapport de l'IBAN à laquelle a procédé le Comité des budgets dans le document cité en référence (b).
2. Le RPPB prend note des conclusions et des recommandations exposées par le Comité des budgets dans son rapport, sur lesquelles s'appuient ses propres discussions, et il y souscrit.

Conclusions du RPPB

3. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) et une opinion sans réserve sur la conformité. Le rapport de l'IBAN et la réserve émise mettent une fois encore en évidence les difficultés associées au rapprochement des dépenses effectuées par l'intermédiaire du *System Program Office* (SPO) (contrats FMS), question qui donne lieu depuis 2010 à la formulation d'une réserve au sujet des états financiers de la NAPMA. D'après le Comité de direction de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), l'incapacité de la NAPMA à présenter des informations satisfaisantes malgré les efforts significatifs qu'elle accomplit aux côtés des autorités des États-Unis pourrait conduire l'IBAN à formuler cette réserve de manière systématique à l'avenir. Cette question devrait être examinée par le responsable de la politique en matière d'information financière, qui devrait recommander une solution pour l'ensemble de l'OTAN au regard du cadre comptable OTAN et du Règlement financier de l'OTAN (NFR).

4. La NAPMA a donné suite à l'une des six observations formulées lors de précédents audits, concernant la correction et l'amélioration des informations présentées dans les états financiers et dans les notes qui y sont jointes au sujet des acquisitions d'actifs administratifs. Par ailleurs, l'une des observations restée en suspens concerne le rapprochement des dépenses relatives au SPO, question qui tombe sous le coup de la réserve émise par l'IBAN dans son rapport pour 2013.

5. Parmi les quatre autres observations restées sans suite, l'une concerne les erreurs subsistant dans le système de compte rendu budgétaire de la NAPMA qui avaient été repérées à l'occasion de l'audit 2012, problème qui aurait dû être totalement résolu dans les états financiers de 2014¹. Il est indiqué dans les commentaires du Comité de direction de la NAPMO figurant dans le rapport de l'IBAN pour 2013 que cette question est à l'étude et qu'elle devrait être réglée comme prévu.

6. Les trois autres observations concernent toutes, d'une manière ou d'une autre, la façon dont les avoirs de trésorerie et les appels de contributions sont gérés par la NAPMA et son comité de direction. Pour deux d'entre elles, le Comité de direction de la NAPMA a indiqué qu'il souscrivait aux recommandations de l'IBAN et qu'il mettrait en place des mesures pour l'exercice 2014. L'IBAN a indiqué qu'il referait le point à ce sujet dans le cadre de son prochain audit, de manière à s'assurer que les mesures prises auront permis de résoudre les problèmes.

7. La dernière observation demeurée en suspens remonte à 2003 : l'IBAN avait estimé que la NAPMA devait réduire le montant de ses avoirs de trésorerie afin de se conformer à l'article 13 du NFR, en vertu duquel le total des avoirs en devises doit être limité au minimum nécessaire pour couvrir les dépenses prévues jusqu'à la réception de la tranche suivante. Fin 2013, le montant des avoirs de trésorerie de la NAPMA représentait encore près de 200 % de ses dépenses annuelles. Il a été indiqué que cette question devrait faire l'objet d'un suivi dans le cadre plus large de la révision du NFR². Par ailleurs, en 2014, l'IBAN a effectué un audit de performance sur le thème des avoirs de trésorerie à l'OTAN, en cours de finalisation. Il ne pourra sans doute pas être donné suite à cette observation avant que les résultats de ce suivi aient été examinés, courant 2015.

8. Le contrôleur des finances et le Comité de direction de la NAPMO ont examiné les états financiers conformément aux politiques agréées (C-M(2008)0116 et PO(2015)0052). Le Comité de direction de la NAPMO est d'avis que les états financiers de la NAPMA ne peuvent pas être rendus publics en l'état car ils contiennent des informations sensibles d'un point de vue commercial. Il en a donc établi une version remaniée, subdivisée en deux parties contenant, pour l'une, ce qu'il estime être des informations pouvant être mises en lecture publique et, pour l'autre, ce qu'il estime être des informations sensibles ne pouvant pas être mises en lecture publique à ce stade³. Il souhaite porter cet élément à l'attention

¹ C-M(2015)0007.

² C-M(2015)0007.

³ NAPMO/ES(15)01-00/--7, du 25 juin 2015, et NAPMO/ES(15)01-00/0005, du 19 avril 2015.

du RPPB avant que celui-ci ne finalise ses recommandations à l'intention du Conseil. L'IBAN a examiné la version adaptée des états financiers et a confirmé que les constatations faites dans la version originale de son rapport d'audit restaient valables⁴.

9. Après avoir dûment pris en considération les arguments exposés par le Comité de direction de la NAPMO et après avoir consulté l'IBAN, le RPPB, ainsi que le prévoit le PO(2015)0052, recommande au Conseil d'accepter que la version adaptée des états financiers 2013 de la NAPMO et le rapport de l'IBAN correspondant soient communiqués au public.

Recommandations du RPPB

10. Le RPPB recommande au Conseil :

- (a) de prendre note du rapport de l'IBAN diffusé sous la cote IBA-AR(2014)28 ainsi que du présent rapport ;
- (b) d'entériner les conclusions figurant aux paragraphes 3 à 9 du présent rapport ;
- (c) d'inviter la NAPMA à appliquer les recommandations de l'IBAN ;
- (d) de noter que le RPPB a l'intention de suivre les travaux menés par le responsable de la politique en matière d'information financière concernant l'observation relative au SPO et aux contrats FMS ainsi que toute adaptation du NFR ou des normes comptables de l'OTAN qui pourrait être nécessaire ;
- (e) de noter que les comités chargés des ressources ont l'intention de continuer d'assurer le suivi des observations formulées lors des audits ;
- (f) d'accepter que, en vertu de la politique agréée dans le PO(2015)0052, la version adaptée des états financiers 2013 de la NAPMO et le rapport de l'IBAN correspondant (IBA-AR(2014)28) soient communiqués au public.

⁴ Courriel de M. Bret Hare, auditeur sénior à l'IBAN, en date du mercredi 9 septembre 2015.

PAGE BLANCHE

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du
système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2013**

L'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), dont fait partie l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), a été créée pour assurer la direction, la coordination et l'exécution du programme d'acquisition coordonnée du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). La gestion du programme consiste à superviser l'acquisition des moyens opérationnels nécessaires à la mise en place de la capacité NAEW&C ainsi que l'acquisition ultérieure des moyens destinés à la renforcer. En 2013, les dépenses de la NAPMA – y compris les ajouts aux projets de modernisation – se sont établies à 100 millions de dollars des États-Unis (USD).

Le Collège a émis une opinion avec réserve sur les états financiers de la NAPMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, et une opinion sans réserve sur leur conformité.

La réserve tient au fait que le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série d'opérations effectuées par l'intermédiaire du *US System Program Office*. Au 31 décembre 2013, le montant total des dépenses constatées au titre des « Charges relatives à des projets » dans l'état de la performance financière était d'environ 737 754 USD et le montant total des dépenses capitalisées au titre des « Projets en cours » dans l'état de la situation financière était d'environ 60 millions de dollars.

Le Collège a par ailleurs formulé une observation et deux recommandations concernant l'IPSAS 20 (*Information relative aux parties liées*), dans lesquelles il note que la NAPMO a mis en place une procédure visant à ce que les membres du Comité de direction et les principaux responsables signalent l'existence de relations entre parties liées à l'aide d'un formulaire de déclaration, mais que certains des formulaires sont restés introuvables.

Le Collège a également fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents, et il a constaté que l'une de ces questions avait été réglée et que les six autres devaient encore l'être.

PAGE BLANCHE

19 décembre 2014

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

**DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Rapport sur les états financiers

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), composés de l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que de diverses notes jointes aux états financiers, et notamment une déclaration sur les méthodes comptables. Le Collège a également vérifié l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce que les états financiers donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont

appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers

Le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série d'opérations effectuées par l'intermédiaire du *US System Program Office (SPO)*. D'après ce qu'il sait, la NAPMA reçoit du SPO un relevé mensuel des dépenses qui ne lui permet pas de procéder à un rapprochement avec le relevé des livraisons ou alors avec beaucoup de retard. En conséquence, le Collège est dans l'impossibilité d'évaluer l'exactitude et l'exhaustivité des données correspondantes. Au 31 décembre 2013, le montant total des dépenses constatées au titre des « Charges relatives à des projets » dans l'état de la performance financière était d'environ 737 754 USD et le montant total des dépenses capitalisées au titre des « Projets en cours » dans l'état de la situation financière était d'environ 60 millions de dollars.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets possibles des questions mentionnées au paragraphe précédent, les états financiers donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable de l'OTAN, de la situation financière de la NAPMA au 31 décembre 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été

utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur la conformité

Le Collège estime que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Autres points

Le Collège avait émis une opinion sans réserve sur la conformité des états financiers 2012 de la NAPMA. Suite à la vérification de ces états financiers, il avait également estimé que plusieurs différences subsistaient au niveau des crédits reportés sur 2013 mais qu'elles n'étaient pas suffisamment significatives pour l'empêcher de formuler une opinion sans réserve. Cela dit, dans une note jointe à l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs figurant dans les états financiers de 2013, la NAPMA a indiqué que les chiffres des reports de 2012 sur 2013 étaient non pas de 162 917 499 USD, mais de 167 611 905 USD, d'où une différence significative de 4 694 406 USD. De ce fait, le montant des crédits à reporter sur 2013 dont il est fait mention dans l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs de 2012 est fondamentalement incorrect. Le montant des crédits reportés sur 2013 figurant dans les états financiers de 2013 est correct.

Bruxelles, le 19 décembre 2014

Charilaos Charisis
Président

19 décembre 2014

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
CONCERNANT L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME
AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, et il a émis à leur sujet une opinion avec réserve en raison de la limitation de l'étendue des vérifications qu'il a pu opérer pour ce qui concerne une série de dépenses effectuées par l'intermédiaire du *US System Program Office*, limitation qui tient au dispositif de passation indirecte de contrats. Il a émis une opinion sans réserve sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé une observation et deux recommandations. Cette observation peut être récapitulée comme suit :

- Le Collège a constaté, s'agissant de l'IPSAS 20 (*Information relative aux parties liées*), que la NAPMO avait mis en place une procédure visant à ce que les membres du Comité de direction et les principaux responsables signalent l'existence de relations entre parties liées à l'aide d'un formulaire de déclaration. Il a toutefois noté que certains des formulaires demeuraient introuvables.

Le Collège a également fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents, et il a constaté que l'une de ces questions avait été réglée et que les six autres devaient encore l'être.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**1. NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA PROCÉDURE VISANT À RECENSER LES RELATIONS ET OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES****Contexte**

1.1 D'après l'IPSAS 20, une entité qui prépare et présente des états financiers en appliquant la méthode de la comptabilité d'exercice doit appliquer cette norme lorsqu'elle fournit des informations relatives à des relations avec des parties liées et à certaines opérations entre parties liées. La NAPMO a mis en place une procédure visant à réduire le risque d'un recensement incomplet des relations et opérations entre parties liées en concevant un formulaire de déclaration destiné à être rempli par les membres du Comité de direction et les principaux responsables.

Constatations

1.2 Le Collège a constaté que la NAPMA disposait d'une procédure permettant de recenser les relations et opérations entre parties liées, dans le cadre de laquelle il est demandé aux membres d'organes directeurs et à certains membres du personnel de signer une déclaration certifiant l'absence de relations ou d'opérations avec des parties liées ou signalant l'existence de telles relations ou opérations, selon le cas. Toutefois, le Collège a constaté que les déclarations de six membres d'organes directeurs demeuraient introuvables. En l'absence de ces déclarations, la NAPMA n'est pas en mesure de garantir l'exhaustivité de l'information relative aux parties liées qui est présentée dans ses états financiers, ce qui réduit l'utilité de ces états financiers pour ce qui est de la transparence et de l'obligation de rendre compte.

Recommandation

1.3 Le Collège recommande à la NAPMA de faire le point avec les membres d'organes directeurs dont il n'a pas été possible de trouver les déclarations certifiant l'absence de relations ou d'opérations avec des parties liées ou signalant l'existence de telles relations ou opérations, selon le cas.

1.4 La NAPMA devrait aussi déterminer comment intégrer la réception de ces déclarations dans son cadre global de contrôle interne s'agissant de la prévention et de la détection des fraudes, notamment au niveau des procédures de suivi et des mécanismes de compte rendu interne.

Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO

La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA a pris contact avec tous les membres d'organes directeurs dont les déclarations étaient restées introuvables. Elle intégrera la réception des déclarations dans son cadre global de contrôle interne.

Cela dit, la NAPMO souhaite proposer ici une approche qui non seulement serait plus efficace, mais pourrait par ailleurs être intégrée à la procédure relative aux habilitations de sécurité. Les membres du Comité de direction sont élus et nommés par leurs pays d'origine respectifs. Les habilitations de sécurité, et en particulier le recensement des vulnérabilités potentielles (parmi lesquelles peuvent figurer les relations entre parties liées), demeurent une responsabilité nationale. Il serait donc envisageable de mettre en place une procédure dans le cadre de laquelle, à chaque nomination, le pays d'origine fournirait à la NAPMO une déclaration relative aux parties liées qui resterait valable tant qu'aucune modification n'y serait apportée par le pays en question. Les déclarations des pays, y compris les modifications qui pourraient y être apportées, devraient être enregistrées par l'Agence. Toute modification apportée aux déclarations en vigueur ou toute information concernant un membre nouvellement nommé serait intégrée dans les notes jointes aux états financiers.

Position du Collège

La préférence du Collège va aux déclarations individuelles.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées à l'issue d'audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

(1) Suites données aux observations antérieures

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
1. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.1 Valorisation des actifs relatifs aux « Projets en cours » Constatations Le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série	Le Collège a constaté qu'en dépit des efforts de la NAPMA visant à	

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
de dépenses effectuées par l'intermédiaire du US System Program Office. Par conséquent, il n'a pas pu évaluer l'exhaustivité ni l'exactitude des montants enregistrés à ce titre au cours de l'exercice considéré. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA et aux autorités américaines de continuer de s'attacher à lui fournir suffisamment d'éléments probants pour entériner la valeur de tous les travaux effectués par les titulaires de marché américains qui lui est notifiée. Le Collège estime que cela devrait passer par une transmission plus rapide des formulaires DD250 aux fins d'un rapprochement entre les livrables physiques et les dépenses de l'exercice considéré. Par ailleurs, la NAPMA devrait, avec les autorités américaines, envisager la possibilité de mettre à disposition davantage d'éléments probants s'agissant des services fournis.	rapprocher les informations émanant de plusieurs sources, les résultats obtenus ne sont pas satisfaisants.	Question restant à régler.
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO <i>La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA et les autorités américaines continueront de s'attacher à fournir au Collège les éléments permettant à ce dernier d'entériner la valeur de tous les travaux effectués par les titulaires de marché américains dans le cadre du programme Follow-on Upgrade (FOUP). Il faut toutefois tenir compte du fait que de telles informations ne peuvent être fournies que dans le respect du cadre réglementaire applicable à la NAPMO, lequel détermine l'étendue de la vérification¹. La limitation de l'étendue des vérifications qu'il est possible d'opérer ne justifie pas la formulation d'une opinion avec réserve car, du fait de la nature de cette limitation, cela voudrait dire que la réserve sera émise systématiquement à l'avenir.</i> ¹Charte de la NAPMO, annexe III (Vérification des comptes) : « La compétence du Collège des commissaires aux comptes ne s'étend pas à la vérification comptable des registres internes des États membres ; ceux-ci devront toutefois communiquer à ce Collège les pièces justificatives des dépenses dont ils demandent le remboursement à la NAPMO ».		
2. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.2 État de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs Constatations Le Collège a relevé un certain nombre d'erreurs s'agissant des informations budgétaires relatives aux engagements et obligations reportés en 2011. En effet, le montant des reports sur 2012 présenté dans l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants	Le Collège a constaté que le montant des obligations reportées de 2012 sur 2013 avait été rectifié. Les informations budgétaires présentées dans les états financiers de 2012 étaient	Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
effectifs pour l'exercice 2011 est inexact, des corrections majeures ayant été apportées aux montants reportés sur 2012 qui apparaissent dans les notes jointes aux états financiers de 2012. Recommandation du Collège Le Collège recommande à l'Agence de continuer de rechercher et de corriger toute erreur qui pourrait subsister dans le module SAP de compte rendu budgétaire pour faire en sorte que le système ne recèle plus aucune erreur significative.	inexactes. Le Collège reviendra sur cette question dans le paragraphe « Autres points » de son opinion. Le Collège note par ailleurs que les recherches effectuées de façon proactive en vue de déceler les erreurs relatives aux crédits reportés en 2012 sont terminées et que la NAPMA estime qu'en principe, il ne devrait plus subsister d'erreurs significatives en lien avec cette question.	
3. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.3 Appel de fonds Constatations Le Collège a constaté que le montant total de l'appel de fonds au titre du budget CNS-ATM de 2012 était supérieur de 5 368 242 USD à la dotation autorisée. L'article 17.5 du Règlement financier de la NAPMO stipule qu'à titre exceptionnel, les appels de contributions peuvent être basés sur une méthode de calcul approuvée par le Comité de direction, par exemple un plafond de contributions fixe par année civile ou par exercice financier. Le Collège ne pense pas que le Comité de direction ait spécifiquement approuvé l'appel en question, qui excédait la dotation autorisée tout en restant en deçà du montant global de l'autorisation de programme. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA de s'assurer qu'à l'avenir, tous les appels de contributions soient conformes au Règlement financier de la NAPMO et, si nécessaire, soumis à l'approbation du Comité de direction conformément à l'article 17.5 dudit règlement.	Le Collège a constaté qu'un pays avait effectué un versement anticipé sur les appels de contributions à venir. Le Collège ne pense pas que le Comité de direction ait spécifiquement approuvé cette contribution, ainsi que le prévoit le Règlement financier de la NAPMO. L'année dernière, il avait été recommandé à la NAPMA, au sujet d'une question similaire, de faire en sorte que son règlement soit respecté. Cette question n'a pas encore été réglée. Toutefois, la NAPMA a informé le Collège que son Comité de direction avait approuvé un amendement à l'article 17.5 du Règlement financier de la NAPMO. Le Collège fera le point à ce sujet à l'occasion de l'audit de 2014.	Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
4. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.5 Présentation de l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs Constatations L'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs de la NAPMA pour 2012 comportait des erreurs de présentation mineures. Ces erreurs tenaient au fait que les acquisitions d'actifs administratifs n'apparaissaient pas dans la colonne des charges de l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs, alors que celle-ci devrait pouvoir être comparée directement aux opérations budgétaires présentées dans les états de la situation financière et de la performance financière. Recommandation Le Collège recommande à la NAPMA de veiller à ce qu'à l'avenir, les acquisitions d'actifs administratifs fassent l'objet d'une notification complète dans l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs. Dans un souci de clarté et de transparence, la NAPMA devrait par ailleurs ajouter à l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs une note présentant un rapprochement complet des dépenses budgétaires et des données figurant dans les états de la situation financière et de la performance financière.	Les informations fournies et les notes jointes aux états financiers ont été améliorées.	Question réglée.
5. Rapport sur la vérification des états financiers de 2005 IBA-AR(2006)21, paragraphe 4.2 Irrégularités dans les appels de contributions a) La NAPMA doit envoyer des appels de contribution identiques à tous les pays, sans adapter le total des besoins de trésorerie aux préférences de chacun d'entre eux.	a) Pour faciliter la tâche des pays qui ont décidé de verser des montants plus élevés, il a été fait état, dans les lettres d'appel de contributions pour 2013, d'un besoin de trésorerie global différent selon les pays.	a) Question restant à régler.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
b) La NAPMA doit veiller à ce que les courriers appelant au versement des contributions indiquent de manière explicite les montants supérieurs aux montants nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie réels.	b) Les lettres d'appel de contributions envoyées par la NAPMA n'indiquaient pas dans quelle mesure le montant appelé excédait les besoins de trésorerie réels. Le Collège a toutefois constaté que la NAPMA avait, à compter de 2014, instauré un modèle de lettre type pour tous les appels de contributions.	b) Question restant à régler .
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO <i>La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA a instauré, à compter de 2014, un modèle de lettre type pour tous les appels de contributions. Clôture recommandée.</i>		
Position du Collège Le Collège fera le point lors de son prochain audit sur l'utilisation qui aura été faite du modèle de lettre type pour les appels de contributions de 2014.		
6. Rapport sur la vérification des états financiers de 2003 IBA-AR(2004)21, paragraphe 4.1 Avoirs bancaires inutilement élevés La NAPMA devrait abaisser le niveau de ses avoirs bancaires.	Les avoirs détenus à la fin de l'exercice 2013 s'établissaient à 241,8 millions USD, ce qui correspond à une augmentation de 20,5 millions USD. Le Collège a constaté que le niveau des avoirs détenus en fin d'exercice représentait plus de 200 % des dépenses de l'année, ce qui constitue toujours, au sens du NFR, un excédent de trésorerie. En 2013, le Collège a toutefois constaté une diminution du rapport entre le niveau des avoirs et le montant des dépenses annuelles.	Question restant à régler .
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO <i>[...] Le Collège a constaté que le niveau des avoirs détenus en fin d'exercice représentait plus de 200 % des dépenses de l'année, ce qui constitue toujours, au sens du NFR, un excédent de trésorerie.</i>		

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
<i>Cela dit, le NFR ne donne pas de définition de ce qui constitue un excédent de trésorerie. Le niveau des avoirs de trésorerie de la NAPMA dépend directement du rythme – plus ou moins rapide – auquel les programmes pluriannuels d'acquisition sont exécutés et les factures sont émises. Les appels de contributions se font dans le respect de l'article 17 du Règlement financier de la NAPMO, et le Comité de direction est très régulièrement informé de l'état de la situation relative aux liquidités. Par ailleurs, il convient de noter que la NAPMA a réduit le niveau de ses avoirs de près de 50 % par rapport à 2013 et qu'elle poursuivra ses efforts en ce sens. Clôture recommandée.</i>		
Position du Collège D'après le NFR (article 13), il convient de calculer le montant de chaque tranche de contribution de façon que le total des avoirs de trésorerie reste limité au minimum requis pour couvrir les dépenses prévues jusqu'à la réception de la tranche suivante. Ceci constitue une définition de ce qui est considéré comme un excédent de trésorerie.		

NATO UNCLASSIFIED

FINANCIAL STATEMENTS FOR
FINANCIAL YEAR 2013

Public releasable version

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

INDEX NAPMA Financial Statements

1. Statement of Financial Position	Page 2
2. Statement of Financial Performance	Page 3
3. Statement of Changes in Net Assets / Equity	Page 4
4. Cash Flow Statement	Page 5
5. Statement of Comparison of Budget and Actual Amounts	Page 6
6. Notes to the Financial Statements	Page 7-26

NATO UNCLASSIFIED

1. NAPMA STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER 2013
(IN USD EQUIVALENT)

ASSETS	Notes	2013	2012
Current Assets			
Cash and Cash Equivalents	1	241,811,092	221,295,831
Receivables	2	43,989,229	47,895,078
Advances	3	10,093,750	8,769,837
Accruals/Deferrals	4	4,020	252
Non Current Assets			
Work in progress	5	90,606,495	23,884,255
Fixed Admin assets	6	846,610	1,986,352
TOTAL ASSETS		387,351,197	303,831,605
LIABILITIES			
Current Liabilities			
Accounts Payable	7	1,197,314	3,696,475
Accruals/Deferrals	8	1,027,920	1,132,589
Unearned Contributions	9	256,450,752	220,690,507
Non Current Liabilities			
Advance Contributions	10	30,158,953	39,133,483
Reimbursables NATO Entities	10	4,448,456	5,301,353
Deliverable to NAEW&C	11	90,606,495	23,884,255
TOTAL LIABILITIES		383,889,891	293,838,661
NET ASSETS		3,461,306	9,992,944
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS		387,351,197	303,831,605

**2. NAPMA STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2013
(IN USD EQUIVALENT)**

REVENUE	Notes	2013	2012
Revenue from Contributions	12	25,047,039	22,777,365
Financial Revenue		0	0
Other Revenue		404,488	0
Total Revenue		25,451,527	22,777,365
EXPENSES			
Project Expenses	13	6,936,596	4,388,843
Administrative Expenses	13	22,556,733	21,329,643
Depreciation and amortization expenses	13	1,315,735	1,616,629
Financial Expenses	13	284,722	240,026
Total Expenses		31,093,786	27,575,141
SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE YEAR	14	(5,642,258)	(4,797,776)

3. NAPMA STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS / EQUITY FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2013
(IN USD EQUIVALENT)

	Restricted	Unrestricted	Accumulated Surpluses/ Deficits	- Investment in Capital Assets	Accumulated Currency Transactions	Total 2013	Total 2012
Net Assets, beginning of year	15,535,949	14,411,923	(21,300,570)	1,986,352	(640,710)	9,992,944	14,242,179
Prior period adjustment: WIP Mid-Term incorrectly capitalized under fixed admin assets	79,974					79,974	
Adjusted Net Assets, beginning of year						10,072,918	
Surplus/-Deficit for the year (excl. Depreciation)			(4,326,523)			(4,326,523)	(3,181,147)
Excess of Revenue over Expenditure	4,276,755	(4,276,755)				0	0
Transfer for Expenses	(175,993)	(1,157,627)				(1,333,620)	(312,207)
Net change in Investment in Capital Assets				(1,139,742)		(1,139,742)	(1,304,422)
Revaluation adjustment for current period					188,273	188,273	548,541
Net Assets, end of year	19,716,685	8,977,542	(25,627,093)	846,610	(452,436)	3,461,306	9,992,944

**4. NAPMA CASH FLOW STATEMENT FOR YEAR ENDED 31 DECEMBER 2013
(IN USD EQUIVALENT)**

	2013	2012
Cash Flow from Operating Activities		
Surplus/(Deficit) from Operating Activities	(5,642,258)	(4,797,776)
Add: Non-Cash Movements		
Depreciation	1,315,735	1,616,629
Increase in Receivables	3,905,849	(30,384,309)
Decrease in Advance Payments	(1,323,913)	1,258,147
Decrease in Accruals/Deferrals	36,134	193,381
Increase in Payables	(2,499,161)	1,072,447
Increase in Unearned Contributions	35,760,246	28,453,942
Decrease in Advances Received	(9,827,426)	(6,535,992)
Change of Value in Asset Deliverable	71,701,991	36,655,210
Decrease in Goods Receipt	(144,570)	(1,469,536)
Net Cash Flow from Operating Activities	93,282,625	26,062,143
Cash Flow from Investing Activities		
Purchase of Assets	(295,953)	(312,207)
Correction to Assets	199,934	0
Purchase of Assets in Progress	(71,701,991)	(36,655,210)
Net Cash Flow from Investing Activities	(71,798,010)	(36,967,417)
Cash Flow from Financing Activities		
Fund Transfer from Net Assets	(1,157,627)	0
Effect of Currency Valuations		
Currency Valuation Operating Activities	0	0
Currency Valuation Financing Activities	188,273	548,541
Total Currency Valuations	188,273	548,541
Net Increase (Decrease) in Cash/Cash Equival.	20,515,261	(10,356,733)
Cash and Cash Equiv. Beginning of Period	221,295,830	231,652,563
Cash and Cash Equiv. End of Period	241,811,092	221,295,830

**5. STATEMENT OF COMPARISON OF BUDGET AND ACTUAL AMOUNTS
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2013
(IN USD EQUIVALENT)**

	Budgeted Amounts		Actual Amounts		
	2013 BOD Approved Budget Credits	Total Authorities Available	Financial Statements (Market Rate)	Comparable Basis (Programme Rate)	Budgeted
PROJECT	98,525,106	265,043,725	78,638,587	77,676,757	77,659,980
ADMIN	21,929,208	21,140,105	22,852,686	20,865,447	21,052,957
TOTAL	120,454,314	286,183,830	101,491,273	98,542,204	98,712,937

6. Notes to the Financial Statements

INDEX

A. GENERAL INFORMATION OF NAPMA AND AGENCY ACTIVITIES

B. ACCOUNTING POLICIES

Accounting Period
Reporting Currency
Basis of Preparation
Financial Reporting Framework
Changes in Accounting Policy
Foreign Currency Transactions
Assets – Current Assets
Assets – Non-Current Assets
Liabilities - Current Liabilities
Liabilities - Non-Current Liabilities
Revenue and Expense Recognition
Surplus or Deficit for the Period

C. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES

D. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

1. Cash and Cash Equivalents
2. Accounts Receivable
3. Advances
4. Accruals
5. Work in Progress
6. Property, Plant and Equipment
7. Payables
8. Accruals/Deferrals
9. Unearned Contributions
10. Advanced Contributions and Reimbursables
11. Deliverables

E. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

12. Revenue
13. Expenses
14. Surplus or Deficit for the Period

F. RELATED PARTIES DISCLOSURE

G. STATEMENT OF COMPARISON OF BUDGET AND ACTUAL AMOUNTS

15. Budgeted Amounts
16. Actual Amounts
17. Reconciliations
18. Carry Forwards

H. WRITE OFF

I. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NATO UNCLASSIFIED

A. GENERAL INFORMATION OF NAPMA AND AGENCY ACTIVITIES

In 1975, the NATO Military Authorities established a "priority one" requirement for an Airborne Early Warning and Control (AEW&C) system to operate over both land and sea. The system was to be designed to provide an airborne warning and detection capability and to improve the Alliance's maritime surface surveillance capability. It would also contribute to the direction and control of tactical air forces and to the gathering of information on hostile ship and aircraft movements.

In 1978, the Ministers of Defence of NATO member governments decided to establish a NATO AEW&C Programme. The Charter of the newly established NATO AEW&C Programme Management Organisation (NAPMO) was approved by the Foreign Ministers on 8 December 1978, with 12 participating nations. NAPMO was established by charter as a NATO Production and Logistics Organisation (NPLO). The NATO AEW&C Programme Management Agency (NAPMA) is responsible for the administration of the NAEW&C Programme. The day-to-day management of the Programme is the responsibility of the NAPMA General Manager. NAPMA is headquartered in Brunssum, The Netherlands.

NAPMA is a programme management and budgetary organization funded through contributions made by the participating nations. In 2013, there were 16 participating nations including: Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey and the United States. Although represented on the Board of Directors (BOD), the United Kingdom does not financially contribute to the programme since it has its own AWACS capability.

The legal status of NAPMA, as an integral part of the North Atlantic Treaty Organisation, is laid down in the Ottawa Agreement as of 20 September 1951. Based on this agreement, NAPMA is, inter alia, exempt from all taxes and customs duties.

NAPMA's overall activities are funded by member nations through projects and related administrative budgets; "separate and distinct from the International Staff, other NPLSOs or other NATO Organs" and approved annually by the NAPMO Board of Directors. The administrative budget covers all expenditures for the internal functioning of the Agency. acquisition budgets contain the credits for the modification of the NAEW&C fleet. Aside from its own budgeted activities, NAPMA also supports other NATO entities such as NAEW&C Force Command, NATO E-3A Component and NATO Support Agency.

The CNS/ATM EMD project is a cooperative project with the US Government. As stated in Project Arrangement #3, Section 7, the Nations' liability is limited to the NAPMO portion of the common project. Additionally, each contributing participant is responsible for its own manpower, administrative costs, and travel costs.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

B. ACCOUNTING POLICIES

Accounting Period

The 2013 Financial Statements are based on the accounting records of NAPMA as of 31 December 2013. In accordance with the NAPMO Financial Regulations (NFR), the financial year at NAPMA begins on 1 January and ends on 31 December.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the USD (\$). The Financial Statements are prepared using data based on the actual multi-currency execution of the approved budget credits. The non USD expenditure is converted to the USD equivalent using the weekly posted NATO exchange rate for booking of transactions during the year, and to the NATO rate in effect at the end of the year to report the Statement of Financial Position.

Basis of Preparation

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis.

Financial Reporting Framework

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFR) and the Financial Implementing Rules and Procedures (FRP). NAPMA uses an Enterprise Resource Planning (ERP) System based on SAP to record and report financial information.

The NAPMA Financial Statements have also been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) issued by the IPSAS Board (IPSASB) and relevant to NAPMA as decided by the North Atlantic Council in 2002. A list of standards issued by the IPSAS Board can be found on the website www.ifac.org.

The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance, and cash flows on an accrual based accounting uses historical costs. The accounting principles have been applied consistently throughout the reporting period. This ensures that the Financial Statements provide information that is relevant to the decision-making and is reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting.

Note that all figures have been rounded to the nearest dollar. A slight difference in summation may occur.

The Cash Flow Statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash flow Statements).

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Revenue is recognized from various sources including nations' contributions and currency gains. Effective 1 January 2007, all interest and other miscellaneous income is returned or credited to the nations in accordance with Board of Directors (BOD) instructions, unless the BOD decides otherwise.

Expenses are recognized as incurred to satisfy both miscellaneous project requirements and administrative related activities. Disbursements made for the acquisition of assets are not considered to be expenses; however, they are capitalized under Property, Plant & Equipment (PP&E).

Changes in Accounting Policy

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2013 Financial Statements the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

Foreign Currency Transactions

Transactions in currencies, other than the functional currency, are translated into USD at the NATO exchange rates prevailing at the time of the transaction. Monetary assets and liabilities at year-end, which are in currencies other than USD, were translated into USD using the NATO exchange rates that were applicable on 31 December 2013.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognised in the Statement of Financial Performance.

Assets – Current Assets

NAPMA holds the following types of current assets:

a. Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include petty cash, current bank accounts and deposits held with banks.

b. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts receivable from nations, NATO entities, Non-NATO entities, staff members and miscellaneous receivables.

Contribution receivables are recognized when a call for contribution has been issued to the member nation. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

c. Advance Payments and Accrued Interest

This reflects prepayments given to suppliers and to other NATO entities, as well as bank interest accrued in one year but received only the following year.

Assets – Non - Current Assets

In this category, NAPMA is reporting all assets invested for more than 12 months or receivable beyond 12 months from the closing date of the Financial Statements.

a. Work in Progress

The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&C Force based on the declaration of Initial Operational Capability (IOC), Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions.

b. Property, Plant and Equipment

In accordance with IPSAS 17 on PP&E, these accounts have been established to capitalize expenditures on administrative assets and show the amortization accumulated against those assets. Administrative assets include those used specifically by the agency itself in supporting its programme management activities. The building and the land that NAPMA occupies are provided by the Host Nation as a “right of use”.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below.

Straight-line depreciation method is used for all categories however the depreciable life of an asset is dependent on the particular category it is in.

PPE Category	Description	Year Depreciation	Method
Automated information systems	NIMS Hardware and software	5	Straight line
Office Furniture	Desks, Cabinets	10	Straight line
Vehicles	Transportation equipment	5	Straight line
Property/Structure	Equipment as part of structure such as air conditioning units, renovation of main entrance, etc.	40	Straight line
Installed and Miscellaneous Equipment	Miscellaneous Equipment required for daily office operations	10	Straight line
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	10	Straight line

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Liabilities – Current Liabilities

a. Payables and Accruals

Payables are amounts due to NATO and Non-NATO entities, commercial vendors and NAPMA staff for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

b. Unearned Contributions

Unearned revenue represents contributions from nations and/or third parties that have been called for current or previous years' budgets but that have not yet been recognized as revenue.

Liabilities – Non - Current Liabilities

a. Advance Contributions

Advances received from NATO entities to support third party projects. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities, predominantly the NAEW&C Force, for execution of projects and activities for operations and support. Advances on contributions represent the amounts of funds held on behalf of the contributing nations, which arise from a variety of sources including interest earnings on nations' cash balances, sales of residual assets and R&D recoupment.

b. Deliverables to NAEW&C Force

These amounts represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred to NAEW&C Force based on the declaration of IOC, FOC and the final amount upon completion.

c. Net Assets

Net assets represent the net result of revenues and expenditures, and the accumulation of inventory, capital and retained earnings over the life-time of the NAPMA Programme. The net assets are displayed into three components: Restricted net assets, unrestricted net assets and investment in capital assets.

The restricted net assets represent the funds used from unrestricted net assets to cover disbursements/expenditures for the year. This is due to the fact that recognition of non-contributing funds were already reported as revenue when it was earned in previous years. Therefore it is recognized as a transfer from unrestricted to restricted net assets in the column of "excess of revenue over expenditure."

Additionally in 2013 recognized in the column of "transfer for expenses" residual funds were used from unrestricted net assets to fund: expenditures for the project LAIRCM as approved by the Board of Directors; sales of currencies and exchange gains/losses on transactions in foreign currencies required for reporting purposes within net assets.

Unrestricted net assets are non-contributing funds from the net result of revenues (to include additional contributions subsequently received from new joiners to the programme) and losses.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Invested capital is the accumulated amount of fixed admin assets. This includes all purchases less disposals and depreciation. The fixed admin assets purchases during the year are reflected in the column titled "transfer for expenses".

Revenue and Expense Recognition

a. Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Contributions when called are booked as unearned revenue and subsequently recognized as revenue when it is earned.

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund NAPMA budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned by operational and administrative budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable.

Bank interests earned and accrued as of 31 December 2013, exchange rate revenue due to transactions in foreign currency and realized exchange rate revenue in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial revenue.

b. Expenses

Budgetary expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Bank charges, exchange rate losses due to transaction in foreign currency and realized exchange rate losses in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial expenses.

Surplus or Deficit for the Period

In accordance with NAPMA accounting policies, NAPMA revenue is recognized up to the amount of the matching expenses.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

C. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements. The most significant estimate used in these financial statements is the estimation of goods / services received (accruals accounts payable).

D. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Assets – Current Assets

1. Cash and Cash Equivalents

<u>Cash and cash equivalents</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Petty Cash and Advances	22	105
Current Bank Accounts	102,516	57,143
Investment/Deposit Accounts	241,708,555	221,238,583
Total	241,811,092	221,295,831

Cash is maintained on deposit held between on-demand investment accounts and current accounts.

2. Accounts Receivable

<u>Accounts receivable</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Receivable from Nations	43,839,979	47,977,440
Receivables from NATO Entities	96,499	(120,250)
Receivables from Non-NATO Entities	52,751	28,050
Receivables from Staff Members	0	3,292
Other Receivables/Recoverable	0	6,546
Total	43,989,229	47,895,078

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Most receivables are due from the contributing nations. Receivables from NATO entities are due from Force Command and the NATO Support Agency. It is deemed that all accounts receivable will be received within 12 months from the end of the reporting period. As there is deemed to be no risk on collectibles, no allowance has been made for Bad Debts.

3. Advances

<u>Advances</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Advance Payments to NATO Entities	761,677	660,485
Advance Payments to Non-NATO Entities	9,332,073	8,109,352
Total	10,093,750	8,769,837

Advance payments were made to NSPA (NATO Entities) and DFAS (Non-NATO Entities) against Taskings and Case Directive Amendments (CDAs).

4. Accruals

<u>Accrued Interests</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Accrued Interests	4,020	606
Accrued Bank charges	0	(354)
Total	4,020	252

For reporting purposes accrued bank charges are shown on the liability side of the Statement of Financial Position.

Assets - Non-Current Assets

5. Work in Progress (WIP)

<u>Work in Progress</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
WIP	90,606,495	23,884,255
Total	90,606,495	23,884,255

WIP – The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&C Force based on the declaration of Initial Operational Capability (IOC), Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Changes in Work in Progress for the year were as follows:

	Work in Progress (WIP)	Totals
Opening Balance (01 January 2013)	23,884,255	23,884,255
Additions	71,701,991	71,701,991
Transferred to NAEW&C	4,979,751	4,979,751
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2013)	90,606,495	90,606,495
Gross Carrying Amount	1,848,355,846	1,848,355,846
Accumulated Transfers	1,757,749,351	1,757,749,351
Net Carrying Amount	90,606,495	90,606,495

6. Property, Plant and Equipment

During 2013, additions to PP&E were for automated information system, office furniture and installed equipment. Acquisitions for the year ended 31 December 2013 totalled USD 295,953. During the year it was discovered that in 2009 an amount of USD 199,934 was erroneously capitalized within fixed admin assets and also depreciated over the useful life. This amount should have been booked as WIP to the project and transferred to NAEW&C Force. This mistake was corrected in 2013. The PP&E has been adjusted accordingly, as well as the WIP. The accumulated depreciation has been adjusted by doing a prior period adjustment to net assets for the amount of USD 79,974 which is reflected in the Statement of Changes in Net Assets/Equity. Additions and corrections in PP&E are reported in the Statement of Financial Position and the depreciation expense for the year of USD 1,315,735 is reported in the Statement of Financial Performance.

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

Table 1 NAPMA Admin Assets 2013 (Historical Acquisition Value)								
	Rate	Purchase Value 2012	Depreciation To 2012 (accum.)	Book Value 2012	Purchases 2013	Corrections 2013	Depreciation 2013	Book Value 2013
	(Straight Line)							
Automated Inf. Sys (incl NIMS)	20.0%	7,511,483	6,349,175	1,162,308	294,920	0	1,221,292	235,936
Office Furniture	10.0%	654,130	475,439	178,691	900	0	65,503	114,088
Vehicles	20.0%	63,137	26,307	36,830	0	0	12,627	24,203
Property/Structure	2.5%	603,899	125,510	478,389	0	0	15,097	463,291
Installed and Misc Equipment	10.0%	12,016	1,841	10,175	133	0	1,215	9,093
Government Furnished Equipment	10.0%	199,934	79,974	119,960	0	119,960	0	0
Totals		9,044,599	7,058,246	1,986,353	295,953	119,960	1,315,735	846,610

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Liabilities – Current Liabilities

7. Payables

<u>Payables</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Payable to NATO Entities	0	1,193,929
Payable to Non-NATO Entities	802,429	789,320
Payable to Suppliers	355,615	1,635,447
Payable to Staff	39,271	77,779
Total	1,197,314	3,696,475

Payable to Non-NATO Entities

Payables to Non-NATO Entities include the DFAS US-Reimbursables that were not settled but accrued per reporting date.

Payable to Supplier

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled but accrued per reporting date.

Payable to Staff Members

Amounts due to staff members such as travel expenses.

8. Accruals/Deferrals

<u>Accruals/Deferrals</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Accrued Bank Charges	834	0
Deferred Income	39,067	0
Goods Receipt – Invoices to be Received	988,019	1,132,589
Total	1,027,920	1,132,589

In previous years, accrued bank charges were shown under the asset side for accruals/deferrals. For reporting purposes this is now added to the liability side.

The amount shown on deferred income relates to an overpayment of interest by Deutsche Bank NL which was recovered by the bank in 2014.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

9. Unearned Contributions

<u>Unearned Contributions</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Unearned Contribution	256,450,752	220,690,507
Total	256,450,752	220,690,507

Unearned contributions represent the balance of nations' called contributions which are identifiable to the various programmes and are called for administrative support.

Liabilities – Non-Current Liabilities

10. Advanced Contributions and Reimbursable NATO Entities

<u>Advances on Nations' Contributions</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Advance Nation Accounts	30,158,953	39,133,483
Total	30,158,953	39,133,483

Advances on nations' contribution are funds held on behalf of the contributing nations which arise from a variety of sources including interest earnings on nations' cash balances, sales of residual assets, R&D recoupment for the Radar System Improvement Project (RSIP).

<u>Reimbursables</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Reimbursable NATO Entities	4,448,456	5,301,353
Total	4,448,456	5,301,353

This account tracks the financial activities to support third party NATO entities. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities predominantly the NAEW&C Force for execution of projects and activities for operations and support.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

11. Deliverables

<u>Deliverable to NAEW&C Force</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Deliverable to NAEW&C	90,606,495	23,884,255
Total	90,606,495	23,884,255

Deliverables to NAEW&C Force represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred on the declaration of IOC, FOC and the remaining amount on completion.

Changes in Deliverables for the year were as follows:

	Deliverables	Totals
Opening Balance (01 January 2013)	23,884,255	23,884,255
Additions	71,701,991	71,701,991
Transferred to NAEW&C	4,979,751	4,979,751
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2013)	90,606,495	90,606,495
Gross Carrying Amount	1,848,355,846	1,848,355,846
Accumulated Transfers	1,757,749,351	1,757,749,351
Net Carrying Amount	90,606,495	90,606,495

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

E. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

12. Revenue

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against NAPMA budgets. Contributions when called are booked as unearned revenue and recognised when earned. The table below shows the breakdown of the operating revenue.

<u>Revenue</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Revenue from Contributions	25,047,039	22,777,365
Financial Revenue	0	0
Other Revenue	404,488	0
Total	25,451,527	22,777,365

Revenue from contributions was used to pay expenses related to project and administrative activities. There's no financial income in 2013 because due to transactions made in foreign currencies during the year, an exchange rate loss was created and therefore reported under financial expenses. Other revenue from "Advances on Nations' contribution" was used to pay for the "Canadian Sources of Repair Relocation" (CANSORREL) requirement.

13. Expenses

Expenses are recognized by nature within the following groups.

<u>Project Expenses</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Project Expenditures	6,936,596	4,388,843
Total	6,936,596	4,388,843

Project expenses contain indirect and direct expenditures and are not related to the capitalization of WIP assets.

<u>Administrative Expenses</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Personnel Expenditures	19,227,043	18,485,911
Operational Expenditures	3,329,690	2,843,732
Total	22,556,733	21,329,643

The majority of the administrative expenses relate to personnel expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal, and training.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Due to a change in NATO procedures the GM's representation allowance, in the amount of USD 9,744, is included in the personnel expenses. The remaining part of the administrative expenses relate to operational activities.

Capital

Acquired assets of PP&E were capitalized and depreciated over their useful life (see note D.6).

<u>Financial Expenses</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Financial Expenses	284,722	240,026
Total	284,722	240,026

The financial expenses represent the exchange rate losses due to transactions made in foreign currencies during the year. The loss relates to necessary clearings on third-party, nation's advances and the unrestricted net assets accounts which only reflect an unrealised gain or loss required for reporting purposes.

14. Surplus or Deficit for the Period

The 2013 loss results primarily from using existing funds to cover project expenditures, the financial expenses including the currency translation adjustments at the end of the year in accordance with IPSAS 4, and the depreciation expenses of the fixed administrative assets.

NATO UNCLASSIFIED

F. RELATED PARTIES DISCLOSURE

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

The BOD members receive no remuneration and do not receive loans. Based on the BOD annual declaration for 2013, to the extent received from the BOD Members, no significant party relationships could be identified which could affect the operation of NAPMA.

Based on the annual declaration for 2013 received from the key management personnel of NAPMA, there were no significant party relationships identified which could affect the operation of NAPMA.

Senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. They do not receive loans that are not available to all staff.

The aggregate remuneration of key management personnel was as follows during the year:

Remuneration of Key Management Personnel For Period ended December 31, 2013			
Number	Grade	Gross Salary (Euro)	USD Equiv. (At End Year Rate)
1	A7	161,616	218,909
4	A6	598,243	810,321
8	A5	1,096,462	1,485,158
9	A4	987,693	1,337,831
22		2,844,014	3,852,219

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

G. STATEMENT OF COMPARISON OF BUDGET AND ACTUAL AMOUNTS

The presentation of budget information in the Financial Statements is applicable since 1 January 2009 (IPSAS 24).

The budget and accounting bases differ for NAPMA. The Financial Statements for NAPMA are prepared on an accrual basis, based on the nature of expenses in the Financial Statements whereas the budgets are prepared on a commitment basis. Budgets are approved annually by programme/project, but cover multi-year requirements. All budgets are approved in USD equivalent at an established rate at the beginning of each project. Execution of the approved budgets is in multi-currencies and is expressed in USD equivalent at the established project rate.

The Board of Directors approves budgets based on programme/projects including administrative costs. Budgets may be subsequently amended by the Board.

15. Budgeted Amounts

Changes from 2013 BOD Approved Budget Credits to Total Authorities Available

	2013 BOD Approved Budget Credits	Carried Forward from 2012	Corrections to Previous Year Carry Forward	2013 Budget Changes	Total Authorities Available
PROJECT	98,525,106	162,467,354	4,760,266	-709,000	265,043,726
ADMIN	21,929,208	450,145	-65,859	-1,173,389	21,140,105
TOTAL	120,454,314	162,917,499	4,694,407	-1,882,389	286,183,831

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Corrections to Previous Year Carry Forward

Residual reporting and data processing problems in SAP have been investigated and corrected in the underlying data. The majority of the adjustments were made to correctly restate the USD equivalent value of some project carry forwards of 2012 and to implement a minor SAP technical update to prior year obligations.

2013 Budget Changes

Budget changes in 2013 resulted primarily from realignment of budget credits within programmes and admin lapses.

16. Actual Amounts

Actual expenditures reported in the Financial Statements, at market rate, are brought to a comparable basis by applying applicable programme rates to compare to the budgeted expenditures. In the actual amounts, there are additions included which are disclosed to the assets as WIP, deliverables to NAEW&C Force, and administrative asset purchases.

17. Reconciliations

2013 BOD Approved Budget to Actual Amounts on Comparable Basis

1. The Medium Term Financial Plan (MTFP) is established by project, covers an eight-year plan, and is updated annually. Annual budget authority supports the current MTFP in providing projects the necessary authority to meet requirements for long-lead acquisition projects. Inherent in this process and a natural phenomenon is the resulting timing differences between the approved budgets and actual amounts that do not follow a straight-line expenditure profile.
2. The use of approved credits out of previous years provokes negative amounts.
3. Based on the yearly admin budget the delta is caused by lapses.

Actual Amounts: Comparable Basis (Programme Rate) to Budgeted

As stated previously, the budget and accounting bases differ due to different methodologies. Differences between budget expenses (commitment basis) and actual expenses (accrual accounting basis and restated at a programme rate) are driven primarily by Clearing House timing differences, accruals, and adjustments required under IPSAS.

In the Clearing House process, actual expenditures are recognized when USD equivalent payments are made through DFAS, while the budgeted expenditures are recognized when payments are made to subcontractors, in multi-currencies, by NAPMA.

Actual expenditures are on an accrual basis. Budgeted expenditures are recognized when the goods receipt is posted and the budget is consumed by an individual project.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

18. Carry Forwards

Statement of Credits Carried Forward

The Policy and Finance Committee approves the credits carried forward in accordance with NAPMO Financial Regulations (NFR, Art. 12). The approved 2012 carry forwards represent the estimated unexpended balances at year end for which there is a legal liability and are equal to the 2012 closing unearned revenue. The carry forwards into 2013 reflect the final amounts which are within the approved authority.

Comparison between Carry Forward from Previous Year and Carry Forward into Following Year

As stated above in paragraph G.15., residual reporting and data processing problems in SAP have been investigated and adjustments made to the carry forward into 2013. The table below provides a comparison between the carry forward into 2013 and the carry forward into 2014:

2012 Carry Forward into Following Year	Corrections to Previous Year Carry Forward	Carry Forward into 2013 from Previous Years
162,917,499	4,694,406	167,611,905

	Commitments / Obligations Carried Forward into 2013 (\$EQ)	Commitments / Obligations Carried Forward into 2014 (\$EQ)
PROJECT	167,227,620	187,297,848
ADMIN	384,285	144,923
TOTAL	167,611,905	187,442,771

NATO UNCLASSIFIED

H. WRITE OFF

As assets which are currently providing operational service potential are deemed to be the reporting responsibility of NAEW&C FC, NAPMA does only report write-offs of NAPMA fixed admin assets and inventory. This results from the implementation of IPSAS 17 (PP&E).

I. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NAPMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include petty cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable. All financial instruments are recognized in the Financial Statements. In 2013 NAPMA on behalf of NAPMO Nations only drew advantage from "risk free investment" bank accounts.